



3 propositions pour sortir de la crise

Depuis le début de la crise, la droite au pouvoir en France et en Europe s'est au mieux voilé la face sur l'ampleur de ce qui allait nous frapper, au pire a menti et fait preuve d'une indifférence qui relève du cynisme le plus irresponsable.

Pourtant, si l'on veut déployer les bons outils au service d'une sortie de crise de l'Europe, il faut d'abord faire le bon constat. C'est ce que nous avons fait, ensemble avec nos partenaires socialistes et sociaux-démocrates européens.

À l'heure où l'on nous prédit une récession de 4% et un taux de chômage de 11,5%, nous, socialistes européens, avons un plan de relance clair articulé autour de 7 propositions phares pour les 100 premiers jours d'une nouvelle Commission/majorité européenne.

Nous proposons un plan de relance à la hauteur de 100 milliards d'euros !

Dans un souci d'efficacité et de solidarité, cet effort financier devra être réparti de manière équitable entre les niveaux européen, national et local. L'Union européenne devra également se doter de nouveaux instruments financiers. Nous militons pour la création d'un emprunt européen pour lever des financements au service d'une stratégie d'investissement dans les infrastructures et les chantiers du futur.

Ce plan de relance doit être mis au service de deux objectifs : accompagner les personnes les plus touchées par la crise -c'est notre revendication d'un bouclier social- et créer les conditions d'une croissance durable d'un point de vue environnemental et social, qui devra déboucher sur la création de 10 millions d'emplois verts.

Un bouclier social pour les victimes de la crise

En 2006 a été créé un « fonds d'ajustement à la mondialisation » doté d'un demi milliard d'euros

par an et destiné à aider les salariés victimes de licenciements ou de délocalisations. En proposant des aides actives (allocations de recherche d'emploi, de mobilité et de formation...), ce fonds doit atténuer les chocs économiques subis sur un bassin d'emploi par la fermeture d'une entreprise. Aujourd'hui, à l'aune de la crise, les défis pour ce fonds ont changé d'échelle. C'est pourquoi nous demandons une augmentation de son budget, un assouplissement de ses conditions d'accès et l'élargissement de son champ d'application. Il faut que ce fonds devienne un réel instrument d'accompagnement pour les salariés touchés par la crise !

Cet accompagnement doit également passer des aides au maintien dans le logement et par un aménagement spécifique de l'accès aux services publics.

En lien avec la Confédération européenne des syndicats, nous voulons bâtir un « Accord sur les salaires en Europe ». Il garantira un revenu égal à travail égal et instaurera un salaire minimum décent dans tous les Etats membres, soit par la loi, soit par la négociation collective. Dans le même esprit, nous continuerons à nous battre pour une durée du travail décente et contre les tentatives de la droite de porter la durée de travail hebdomadaire à 65h.

Nous exigeons que soit inscrite une « clause de progrès social » dans les traités européens et dans chaque législation européenne. Il s'agit d'un principe simple mais fondamental : aucune décision prise à l'échelon communautaire ne peut se traduire par une dégradation du niveau de protection sociale des citoyens de l'Union (droit du travail, droit syndical, assurance-maladie, retraite).

Les services publics sont un gage d'égalité, de solidarité et d'efficacité. C'est pourquoi nous proposons d'instaurer un cadre européen garantissant le droit d'accès universel et égal à ces services (éducation, santé, énergie, poste, transports). Leur qualité et leur financement

seront assurés, ainsi que leur intégrité telle que définie au plan national. De cette façon, le droit de la concurrence et le droit des entreprises ne s'opposeront plus au droit des citoyens.

Afin de mettre fin à l'exploitation des jeunes, nous oeuvrerons en faveur d'une charte européenne des stages qui pénalise les trop nombreux abus.

Changer de modèle de croissance pour créer 10 millions d'emplois verts

La crise a révélé l'urgence qu'il y a à refonder notre modèle de croissance. L'Europe doit amorcer le tournant d'une croissance soutenable fondée sur la justice sociale et la durabilité environnementale.

Comment ? En révolutionnant ses modes de transports par la construction d'un réseau ferroviaire à grande vitesse entre les grandes villes et régions européennes d'un coût accessible, par le développement de transports urbains propres et par la promotion du transport modal.

Nous voulons également devenir les champions de l'efficacité énergétique en engageant un vaste programme de rénovation-isolation des bâtiments et logements anciens et en prenant

le chemin de la diversité énergétique. Ceci permettra de répondre au triple objectif de création d'emploi, de réduction de la dépendance énergétique de l'Union et du soulagement des budgets familiaux.

Si ces orientations sont prises, dix millions d'emplois nouveaux seront créés d'ici à 2020, dont deux millions dans les secteurs des énergies renouvelables. Ceci suppose une augmentation de l'investissement dans la recherche et le développement, nous nous y engageons. Cela suppose également la mise en place d'un Programme de Compétences destiné à préparer les salariés, dans toute l'Europe, aux emplois de demain comme ceux liés aux technologies « vertes » et aux énergies renouvelables. Nous souhaitons que ce programme soit financé par le budget européen.

Les socialistes sont outillés pour sortir l'Europe de la crise et la mettre sur les rails d'une croissance durable et juste. Les élections européennes présentent l'occasion, en changeant de majorité, de leur donner le pouvoir de mettre en œuvre ce projet au service des citoyens.

